

Paris, le 14/02/2006

En France une chose est sûre, la connerie a le droit à la liberté d'expression !

Il est ridicule et indigne de voir aujourd'hui des médias français se faire le relais des images caricaturales danoises, qui ont provoqué et semé le trouble dans différents pays du monde, et en tirer profit dans une lucrative opération de vente en doublant le nombre d'exemplaires tirés.

C'est se faire de l'argent sur le malheur des autres, sur la misère des gens, c'est irrespectueux pour une grande partie de la population française qui a le droit de vivre avec dignité sa propre croyance, et c'est surtout irresponsable.

C'est une triste affaire qui jusqu'ici n'avait rien à voir avec nous. Le caricaturiste d'un journal danois le "Jylland Posten", dont le patron est lié comme par hasard à l'extrême droite danoise, avait allumé la mèche, provoquant la réaction des immigrés musulmans danois insultés.

Notons que ce genre de phénomène apparaît dans des pays ayant récemment accueillis beaucoup d'immigrés demandeurs d'asile, provenant pour la plupart de pays en guerre attaqués par certains états européens et les Etats-Unis. Ces nouvelles populations immigrées musulmanes ont apparemment beaucoup de mal à être intégrées par la population locale.

On ne peut justifier la violence mais on peut comprendre la colère de certains musulmans face à ces injures, réaction qui s'est ensuite vite propagée dans plusieurs pays d'Europe et du monde musulman. On peut aussi souligner qu'heureusement tous les musulmans ne relèvent pas la provocation du journal, en s'abaissant au même niveau, mais savent encore rester digne.

Deux questions se posent alors sur les raisons de la publication de ces caricatures dans nos "libres" médias français. Si l'on invoque le droit à la liberté d'expression, on se demande si ce droit n'est pas un droit à deux vitesses. En effet, n'oublions pas que des jeunes de banlieue se sont vus soumis à un décret d'état d'urgence et au couvre feu, et par la même les journaux et l'information sous contrôle, il y a seulement quelques mois. N'y a-t-il pas aujourd'hui menace de trouble à l'ordre public ? N'y a-t-il pas provocation au désordre voire incitation ? A-t-on vu nos médias véritablement prôner le droit à la liberté d'expression lors de l'instauration de l'état d'urgence pendant 3 mois ? Pourtant durant cette période ce droit pouvait tout à fait être mis en péril sur simple application du décret par les autorités compétentes.

Quelle est la motivation à publier ces dessins en France ? L'anticléricisme fait toujours bonne vente, c'est presque une tradition. Mais la France vit-elle vraiment un problème de fondamentalisme religieux ? Ou ne s'acharne-t-on pas sur une population déjà bien assez stigmatisée depuis l'affaire du voile dans les écoles ? Ces dessins rappellent les caricatures du bouc-émissaire, autrefois "juif errant". Du même acabit, par une violence psychologique de l'image, ils forcent une population déjà bien discriminée à se replier sur elle-même, en l'enfermant dans des préjugés, forçant ainsi les plus faibles à devenir fanatiques et les autres à souffrir doublement d'un sentiment d'impuissance.

Nous sommes indignés de voir qu'un arrogant pouvoir médiatique joue des libertés sur le dos de la population, tout cela pour s'enrichir. Il ne faudra pas s'étonner de leur part de responsabilité si des troubles ou si une quelque autre tragédie devaient avoir lieu. En cela, ils sont irresponsables.

Nous appelons toutes les forces progressistes et la communauté musulmane française à ne pas céder à la provocation violente. Nous appelons tous les habitants de France à lutter contre la désinformation. Ensemble boycottons ces journaux et ces médias qui déforment et dégradent nos communautés. Diffusons la connaissance et le message de paix de l'Islam. Travaillons ensemble pour unir les gens de cultures différentes et créer des liens sociaux pour une France plus ouverte.



Alain Ducq
Président du Parti Humaniste